

# Crédit Mutuel

## Home Loan SFH

Société anonyme au capital de € 220 000 000  
Siège social : 6 avenue de Provence – 75452 PARIS Cedex 9  
480 618 800 RCS Paris

---

### RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Le présent rapport a pour objet d'exposer l'activité de la Société au cours de l'année 2019, conformément aux dispositions de l'article L.451-1-2 du Code Monétaire et Financier et de l'article 222-3 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers.

Ce rapport comprend :

- ❖ L'attestation du responsable du rapport financier annuel
- ❖ Le rapport de gestion du Conseil d'Administration
- ❖ Le rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise
- ❖ Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2019
- ❖ Le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes clos au 31 décembre 2019
- ❖ Le rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements règlementés
- ❖ Projet de texte des résolutions soumises à l'Assemblée générale ordinaire annuelle

## DIFFUSION DE L'INFORMATION

Les rapports réglementaires, les prospectus et la documentation d'émission sont disponibles sur le site internet de Crédit Mutuel Home Loan SFH :

<https://www.creditmutuel-homeloansfh.eu/en/index.html>

Responsable du rapport financier annuel  
M. Christian ANDER - Directeur Général

### **Attestation du responsable du rapport financier annuel**

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans les comptes annuels au 31 décembre 2019 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elle est confrontée.

Les comptes annuels de la société arrêtés au 31 décembre 2019 ont fait l'objet d'un rapport sans observation des contrôleurs légaux.

Paris, le 30 mars 2020

Christian ANDER  
Directeur Général



**RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
COMPTES ANNUELS CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2019**

**Mars 2020**

## SOMMAIRE

<b>I. SITUATION ET ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ .....</b>	<b>3</b>
1. ÉVÈNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DE L'EXERCICE ÉCOULÉ .....	3
2. PERSPECTIVES D'AVENIR .....	3
3. ÉVÈNEMENTS IMPORTANTS INTERVENUS ENTRE LA DATE DE CLÔTURE ANNUELLE ET LA DATE À LAQUELLE LE RAPPORT A ÉTÉ ÉTABLI .....	3
4. SUCCURSALES .....	4
5. FILIALES ET PARTICIPATIONS .....	4
6. ACTIONNARIAT SALARIÉ .....	4
7. DÉTENTION DU CAPITAL .....	4
<b>II. RÉSULTATS, SITUATION FINANCIÈRE ET ENDETTEMENT .....</b>	<b>5</b>
1. BILAN .....	5
a. <i>ACTIF</i> .....	5
b. <i>PASSIF</i> .....	6
c. <i>RÉSULTAT</i> .....	7
d. <i>TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE NETTE</i> .....	8
e. <i>COVER POOL</i> .....	9
2. SITUATION FINANCIÈRE ET RATIOS PRUDENTIELS .....	10
3. ENDETTEMENT .....	10
<b>III. DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES ET DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES .....</b>	<b>10</b>
1. RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE .....	10
2. RISQUE DE TAUX, DE CHANGE ET RISQUE DE MARCHÉ .....	12
3. RISQUE DE LIQUIDITÉ .....	13
4. RISQUE OPÉRATIONNEL .....	14
5. RISQUE JURIDIQUE .....	14
<b>IV. ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT .....</b>	<b>15</b>
<b>V. CONSÉQUENCES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES ET ENGAGEMENTS EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE – DÉCLARATION DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIÈRE .....</b>	<b>15</b>
<b>VI. INFORMATIONS SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT CLIENTS ET FOURNISSEURS .....</b>	<b>15</b>
<b>VII. TABLEAU DES DIVIDENDES VERSÉS AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES .....</b>	<b>16</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>16</b>
1. RAPPORT SUR LE CONTRÔLE INTERNE .....	16
2. TABLEAU DES RESULTATS DES 5 DERNIERS EXERCICES .....	16

## I. SITUATION ET ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ

Crédit Mutuel Home Loan SFH a obtenu l'agrément du CECEI lors de sa réunion du 31 mai 2007. Lors de sa réunion du 28 mars 2011, l'ACPR a autorisé la société à opter pour le statut de Société de Financement de l'Habitat (SFH).

L'objet social de la société est limité, il consiste uniquement à contribuer au refinancement du Crédit Mutuel Alliance Fédérale. À ce titre, a été mis en place en 2012, une documentation dite US144A permettant d'atteindre de nouveaux investisseurs aux États-Unis.

### 1. ÉVÈNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DE L'EXERCICE ÉCOULÉ

Le contexte économique mondial, fortement pénalisé par les tensions commerciales USA/Chine et par les craintes d'un Brexit non négocié, a obligé les principales banques centrales à reprendre la main.

Dans ce contexte, la BCE a rapidement rassuré les marchés par des annonces favorables à la liquidité, suivies par des mesures concrètes en septembre 2019 (baisse du taux de dépôt de -0.40 à -0.50%, mesures de tiering concernant 6 fois les RO (réserves obligatoires) des banques, reprise du QE (Quantitative Easing) pour 20 milliards d'euros /mois et mise en place d'un TLTRO 3).

Crédit Mutuel Home Loan SFH a réalisé le 22 janvier 2019 une émission « double tranche » à 5 ans et à 10 ans. Cette formule inédite a permis d'optimiser la taille finale de l'opération en s'adressant à une palette élargie d'investisseurs. Le succès rencontré a permis d'émettre 2 milliards d'euros (1 milliard sur chaque tranche). Par ailleurs 2 milliards d'euros (1 milliard à 9 ans et 1 milliard à 11 ans) ont été mis en place en avril et souscrits par la BFCM dans le cadre de son dispositif de secours en cas de fermeture des marchés.

### 2. PERSPECTIVES D'AVENIR

Notre société fait partie intégrante du dispositif de refinancement du Crédit Mutuel Alliance Fédérale et sera amenée à émettre sur les marchés en 2020.

### 3. ÉVÈNEMENTS IMPORTANTS INTERVENUS ENTRE LA DATE DE CLÔTURE ANNUELLE ET LA DATE À LAQUELLE LE RAPPORT A ÉTÉ ÉTABLI

Un événement important postérieur au 31 décembre 2019 est la situation de crise exceptionnelle et inédite provoquée par la pandémie due au virus COVID-19. Dans ce cadre, les priorités de Crédit Mutuel Alliance Fédérale sont de protéger l'ensemble des collaborateurs ainsi que leurs proches, et d'apporter un soutien de proximité aux clients et sociétaires.

Ainsi, en mesure de soutien immédiat à l'économie, les crédits amortissables à moyen et long terme aux entreprises, professionnels et agriculteurs accordés par le Crédit Mutuel Alliance Fédérale peuvent faire l'objet d'une suspension des échéances sans frais et sans conditions jusqu'à fin septembre 2020. Le Crédit Mutuel Alliance Fédérale mettra également en œuvre dans les meilleurs délais les dispositifs d'accompagnement des pouvoirs publics à sa clientèle.

Sur cette base, le Comité de crise de Crédit Mutuel Alliance Fédérale prend toutes les mesures nécessaires, en relation étroite avec les responsables et les cellules de crise de toutes les entités et les autorités publiques et sanitaires.

Pour assurer la priorité de continuité des activités essentielles du Crédit Mutuel Alliance Fédérale, les méthodes de travail ont été adaptées notamment :

- déploiement des Plans d'Urgence et de Poursuite des Activités (PUPA) dans les différentes activités ;
- mise en œuvre du télétravail, lorsque cela est possible avec un renforcement des équipements et des infrastructures de connexion à distance.

Le caractère récent et inédit de cette crise rend impossible toute estimation de ses conséquences sur l'activité, la situation financière, les résultats et l'évolution des risques de l'exercice 2020.

#### **4. SUCCURSALES**

Au 31 décembre 2019, la Société ne détient aucune succursale.

#### **5. FILIALES ET PARTICIPATIONS**

Conformément à l'article L.233-13 du code de commerce relatif à l'information sur le contrôle des sociétés, la société ne détient pas de filiale.

#### **6. ACTIONNARIAT SALARIÉ**

Néant.

#### **7. DÉTENTION DU CAPITAL**

La société Crédit Mutuel Home Loan SFH est une filiale à 99,99% de la Banque Fédérative du Crédit Mutuel.

Pour rappel, la Société n'emploie aucun salarié.



## II. RÉSULTATS, SITUATION FINANCIÈRE ET ENDETTEMENT

### 1. BILAN

#### a. ACTIF

<b>ACTIF</b> <b>en millions d'euros</b>	<b>Notes</b>	<b>2019</b> <b>31 décembre</b>	<b>2018</b> <b>31 décembre</b>
Caisse, Banques centrales			
Effets publics et assimilés			
Créances sur les établissements de crédit	<b>2</b>	26 874,5	27 523,7
Opérations avec la clientèle			
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable			
Participations et autres titres détenus à long terme			
Parts dans les entreprises liées			
Opérations de crédit-bail et assimilées			
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Autres actifs	<b>3</b>	2,1	1,7
Comptes de régularisation	<b>4</b>	75,8	79,6
<b>Total de l'actif</b>		<b>26 952,4</b>	<b>27 605,0</b>

<b>Hors-bilan</b>		<b>2019</b> <b>31 décembre</b>	<b>2018</b> <b>31 décembre</b>
<b>Engagements reçus</b>			
<b>Engagements de financement</b>			
Engagements reçus d'établissements de crédit			
<b>Engagements de garantie</b>			
Engagements reçus d'établissements de crédit	<b>10</b>	35 001,0	31 001,0
<b>Engagements sur titres</b>			
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise			
Autres engagements reçus			

## b. PASSIF

<b>PASSIF</b> <b>en millions d'euros</b>	<b>Notes</b>	<b>2019</b> <b>31 décembre</b>	<b>2018</b> <b>31 décembre</b>
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit			
Opérations avec la clientèle			
Dettes représentées par un titre	<b>5</b>	23 841,3	23 540,1
Autres passifs	<b>3</b>	2 750,0	3 700,2
Comptes de régularisation	<b>4</b>	76,1	79,9
Provisions			
Dettes subordonnées	<b>6</b>	60,1	60,0
Fonds pour risques bancaires généraux			
Capitaux propres	<b>7</b>	224,9	224,8
- Capital souscrit		220,0	220,0
- Primes d'émission			
- Réserves		1,8	1,6
- Ecart de réévaluation			
- Provisions réglementées			
- Report à nouveau			0,1
- Résultat de l'exercice		3,1	3,1
<b>Total du passif</b>		<b>26 952,4</b>	<b>27 605,0</b>

<b>Hors-bilan</b>	<b>2019</b> <b>31 décembre</b>	<b>2018</b> <b>31 décembre</b>
-------------------	-----------------------------------	-----------------------------------

### Engagements donnés

#### Engagements de financement

Engagements en faveur d'établissements de crédit

Engagements en faveur de la clientèle

#### Engagements de garantie

Engagements d'ordre d'établissements de crédit

Engagements d'ordre de la clientèle

#### Engagements sur titres

Titres acquis avec faculté de reprise

Autres engagements donnés

Le passif comprend principalement les émissions de titres par la SFH.

Par ailleurs, le poste « Autres passifs », créé suite à la dégradation de la note à court terme de la BFCM par l'agence Fitch Ratings à F1 le 17 juillet 2013, retrace le collatéral remis par la BFCM dans le cadre du *Pre-Maturity Test*. Ce poste apparaît pour 2 750 millions d'euros au 31 décembre 2019.

L'actif correspond au remplacement de ces fonds à la BFCM.

Les 35 milliards d'euros de hors-bilan correspondent aux crédits habitat donnés en garantie par les apporteurs de collatéral de la SFH.

### c. RÉSULTAT

en millions d'euros	Notes	2019 31 décembre	2018 31 décembre
+ Intérêts et produits assimilés	14	447,0	503,7
+ Intérêts et charges assimilées	14	(441,3)	(498,3)
+ Revenus des titres à revenu variable			
+ Commissions (produits)			
+ Commissions (charges)			
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
+ Autres produits d'exploitation bancaire			
+ Autres charges d'exploitation bancaire			
<b>= Produit Net Bancaire</b>		<b>5,7</b>	<b>5,4</b>
+ Charges de personnel			
+ Autres charges administratives		(1,0)	(0,8)
+ Dotations aux amortissements			
<b>= Charges de fonctionnement</b>		<b>(1,0)</b>	<b>(0,8)</b>
<b>= Résultat Brut d'Exploitation</b>		<b>4,7</b>	<b>4,6</b>
+ Coût du risque			
<b>= Résultat d'Exploitation</b>		<b>4,7</b>	<b>4,6</b>
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés			
<b>= Résultat Courant</b>		<b>4,7</b>	<b>4,6</b>
+/- Résultat exceptionnel			
+ Impôts sur les bénéfices	15	(1,6)	(1,5)
+/- Dotations/reprises de FRBG			
+/- Dotations/reprises aux provisions réglementées			
<b>= Résultat Net</b>		<b>3,1</b>	<b>3,1</b>

L'exercice clôture avec un résultat de 3,1 millions d'euros, résultat stable par rapport à 2018.

**d. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE NETTE**

En milliers d'euros	12.2019	12.2018
Résultat net	3 140	3 066
Impôt	1 572	1 529
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>4 712</b>	<b>4 595</b>
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	0	0
- Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	0	0
+/- Dotations nettes aux provisions	0	0
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	0	0
+/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	0	0
+/- /charges des activités de financement	0	0
+/- Autres mouvements	-5 001	11 283
<b>= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements</b>	<b>-5 001</b>	<b>11 283</b>
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	649 096	-4 943 842
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle		
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	0	0
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-945 344	3 405 048
- Impôts versés	-1 671	-1 039
<b>= Diminution/ nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>- 297 919</b>	<b>-1 539 833</b>
<b>TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE</b>	<b>- 298 208</b>	<b>-1 523 955</b>
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	0	0
+/- Flux liés aux immeubles de placement	0	0
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	0	0
<b>TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-2 970	-7 810
+/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	300 000	1 526 811
<b>TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>297 030</b>	<b>1 519 001</b>
<b>EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE ET ASSIMILEE</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Augmentation/ nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>-1 178</b>	<b>-4 954</b>
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	-298 208	-1 523 955
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	0	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	297 030	1 519 001
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	0	0
<b><u>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</u></b>	<b><u>279 301</u></b>	<b><u>284 255</u></b>
Caisse, banques centrales, CCP	0	0
Comptes et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	279 301	284 255
<b><u>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</u></b>	<b><u>278 123</u></b>	<b><u>279 301</u></b>
Caisse, banques centrales, CCP	0	0
Comptes et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	278 123	279 301
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE</b>	<b>-1 178</b>	<b>-4 954</b>

### e. COVER POOL

Le collatéral des prêts sécurisés est constitué d'un portefeuille de créances contenant exclusivement des créances de crédits immobiliers pour un montant de 35 001 022 499 euros au 31 décembre 2019.

Les principales caractéristiques du portefeuille de prêts immobiliers comptabilisé au 31 décembre 2019 sur la base du capital restant dû au 30 novembre 2019, sont les suivantes :

Capital Restant Dû Total au 30/11/2019	35 001 022 499 €
CRD moyen des prêts	87 465 €
Nombre de prêts	400 173
Nombre d'emprunteurs	349 069

Ancienneté moyenne (en mois)	67
Moyenne des maturités résiduelles (en mois)	169

Proportion des prêts à taux fixe	95,5%
Taux moyen des créances à taux fixe	2,10%
Taux moyen des créances à taux variable	1,88%

Répartition par type de garantie		
Type de garantie	Capital Restant Dû Total	Proportion par nature de garantie
Caution Crédit Logement	10 196 974 669 €	29,13%
Caution Crédit Mutuel Caution Habitat (CMCH SA)	238 375 241 €	0,68%
Hypothèque ou Privilège de Prêteur de Deniers, de 1er rang	24 565 672 590 €	70,19%
<b>TOTAL</b>	<b>35 001 022 499 €</b>	<b>100%</b>

Répartition par type de prêts		
Type de prêts	Capital Restant Dû Total	Nombre de prêts
Classique	30 949 856 814 €	344 368
PEL/CEL	23 307 942	3 972
Prêts à taux zéro	0 €	-
Prêts à l'Accession Sociale	2 712 597 323 €	36 837
Prêts Conventionnés	1 315 260 420 €	14 996
<b>TOTAL</b>	<b>35 001 022 499 €</b>	<b>400 173</b>

Répartition par nombre d'impayés		
Nombre de mensualités impayées	Capital Restant Dû Total	Nombre de prêts
0	35 001 022 499 €	400 173
> 0	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>35 001 022 499 €</b>	<b>400 173</b>

Ces prêts sont mobilisés par la BFCM, qui les a reçus des agences des Banques Régionales du CIC et des Caisses locales de Crédit Mutuel.

## 2. SITUATION FINANCIÈRE ET RATIOS PRUDENTIELS

Suite à une demande de Crédit Mutuel Home Loan SFH, le Secrétariat Général de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (SGACPR) a donné son accord le 19 juin 2014 à la société pour bénéficier d'une dérogation à l'application sur base individuelle des exigences prudentielles relatives aux ratios de solvabilité, au ratio de levier et aux grands risques ainsi que l'application du plafond de 75% sur les entrées de trésorerie dans le cadre du calcul de la couverture des besoins de liquidité.

La société est soumise au ratio LCR sur base individuelle mais bénéficie d'une dérogation à l'application du plafond de 75 % sur les entrées de trésorerie, accordée par le Collège de supervision de l'ACPR dans son courrier du 01 août 2014. De ce fait, compte tenu du mode de fonctionnement de la société (émissions de titres reprêtés avec les mêmes caractéristiques à la BFCM), ce ratio est toujours respecté.

## 3. ENDETTEMENT

Nous rappelons que la capacité d'endettement de la Société est statutairement limitée : elle ne peut s'endetter globalement que sous forme d'Obligation de Financement à l'Habitat et d'emprunts subordonnés.

Conformément à l'objet social de la société, les émissions d'Obligations de Financement à l'Habitat sont destinées à refinancer les prêts personnels immobiliers octroyés par les banques du Crédit Mutuel Alliance Fédérale et remis en pleine propriété à titre de garantie par la Banque Fédérative du Crédit Mutuel. Lors des échéances d'intérêts et de remboursement de principal, la BFCM rembourse les sommes correspondantes au titre des prêts qui lui ont été consentis.

Par ailleurs, la capacité d'emprunt de Crédit Mutuel Home Loan SFH est tributaire du respect des ratios prudentiels imposés par la réglementation en vigueur.

Les articles L.441-6-1 et D441-4 du Code de commerce prévoient une information spécifique sur les dates d'échéances des dettes à l'égard des fournisseurs ; les sommes en question sont négligeables pour Crédit Mutuel Home Loan SFH.

## III. DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES ET DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

L'unique objet social de Crédit Mutuel Home Loan SFH est de participer au dispositif de refinancement du Crédit Mutuel Alliance Fédérale, par l'émission de titres sécurisés basés sur un portefeuille de crédits à l'habitat donnés en garantie sur le fondement des articles L.211-36, II et L.211-38 à L.211-40 du Code Monétaire et Financier.

### 1. RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

Du fait de son objet social limité, le risque de crédit de Crédit Mutuel Home Loan SFH est strictement encadré. Les seuls emplois autorisés concernent :

- Le remplacement des fonds collectés par les émissions de titres : ces fonds ne peuvent être prêtés qu'à la BFCM. Ce prêt est lui-même garanti par du collatéral, constitué de crédits à l'habitat accordés par le Crédit Mutuel Alliance Fédérale, sur la base des articles L.211-36, II et L.211-38 à L.211-40 du code monétaire et

financier. Le montant global et le respect des critères d'éligibilité des crédits sont vérifiés tous les mois et donnent lieu à l'établissement d'un courrier d' « Asset Cover Test ».

- Le remplacement des fonds propres est encadré par les limites suivantes :
  - Réglementaires : les articles L513-7 et R.513-6 fixent les qualités de crédit minimum à respecter pour ces placements.
  - Contractuels : les agences de notation ont fixés des niveaux de ratings minimum en fonction de la durée des placements.

Durée / Rating minimum	S&P	Fitch	Moody's
< 30 jours	A-1 ou A	F1 et A	P-1
De 30 jours à 60 jours	A-1	F1+ et/ou AA-	P-1
De 60 jours à 3 mois	A-1+ ou AA-	F1+ et/ou AA-	P-1
< 1 an	A-1+ ou AA-	F1+ et/ou AA-	P-1

- En cas de défaut de BFCM, la société deviendrait propriétaire des crédits à l'habitat donnés en collatéral. La ventilation de ce collatéral, par notation interne, témoigne de la bonne qualité de crédit de ce portefeuille et figure dans le tableau ci-après.

Cotation	Encours en M€ <sup>(1)</sup>	Pourcentage	Pourcentage cumulé
A	19 543	56%	56%
B	10 223	29%	85%
C	3 687	11%	96%
D+	882	3%	99%
D-	515	1%	100%
E+	151	0%	100%
E-	-	0%	100%
E=	-	0%	100%
F	-	0%	100%
<b>TOTAL</b>	<b>35 001</b>	<b>100%</b>	

(1) Encours au 30/11/2019 repris en engagements de garantie reçus dans les comptes de la SFH au 31/12/2019

Il n'y a aucune créance douteuse ou en impayé dans le portefeuille apporté en garantie.

La répartition de ces crédits à l'habitat par type de garantie est la suivante :

Type de garanties	Encours en M€ <sup>(1)</sup>
Garanties hypothécaires sur habitations	24 566
Cautions délivrées par un établissement de crédit	10 435
<b>TOTAL</b>	<b>35 001</b>

(1) Encours au 30/11/2019 repris en engagements de garantie reçus dans les comptes de la SFH au 31/12/2019

Les prêts garantis par une caution sont cautionnés soit par Crédit Logement, soit par Crédit Mutuel Caution Habitat SA (CMCH SA), filiale de la BFCM.

Type de caution	Encours en M€ <sup>(1)</sup>
Crédit Logement	10 197
Crédit Mutuel Caution Habitat SA	238
<b>TOTAL</b>	<b>10 435</b>

(1) Encours au 30/11/2019 repris en engagements de garantie reçus dans les comptes de la SFH au 31/12/2019

La LTV actualisée (rapport du capital restant dû sur la valeur actualisée des biens) de ces crédits est en moyenne de 63%.

## 2. RISQUE DE TAUX, DE CHANGE ET RISQUE DE MARCHÉ

### Risque de taux

Les conditions de fonctionnement de Crédit Mutuel Home Loan SFH ne doivent pas l'exposer à un risque de taux.

- Les fonds collectés par l'émission de titres doivent être reprêtés à la BFCM avec les mêmes caractéristiques de durée et de taux (majoré de 10% de la marge dégagée par rapport à une émission non sécurisée, avec un minimum de 2 pb. L'actif et le passif sont ainsi parfaitement adossés en durée et en taux.
- La société ne pourrait être exposée à un éventuel risque de taux, qu'en cas de défaillance de la BFCM. Dans ce cas, la société serait amenée à exercer sa garantie et deviendrait propriétaire des crédits à l'habitat.

Conformément à la mise à jour du programme d'émission de Juillet 2015 et en accord avec les agences de notation, ce risque de taux potentiel par transparence est couvert par une adéquation naturelle de l'actif et du passif ainsi que par la surcollatéralisation.

En effet, la très grande majorité (de l'ordre de 96%) du coverpool est constituée de crédits à taux fixe, et ces actifs sont adossés au passif par des émissions à taux fixes dans une proportion du même ordre. Le taux d'intérêt moyen du coverpool (2,09% au 30/11/2019) et le taux d'intérêt moyen des obligations émises (1,75% au 30/11/2019) est suivi mensuellement. Le taux de surcollatéralisation ressortant du calcul de l'*Asset Cover Test* négocié avec les agences de notation est en permanence supérieur à 74.9% (= *Asset Percentage*). La société s'engage à maintenir ce niveau de surdimensionnement pour satisfaire les objectifs de notation et les obligations réglementaires.

En complément, une analyse prospective du risque de taux potentiel par transparence a été mise en place. Elle consiste à suivre l'évolution des crédits du pool et des émissions au sein de l'outil de gestion de bilan du Groupe. La sensibilité au risque de taux (+ ou – 200 bp) de ces 2 grandes masses est mise en évidence. Cet impact reste parfaitement supportable compte tenu des fonds propres de la SFH et de la surcollatéralisation dont elle bénéficie.

### Risque de change

Le programme prévoit la possibilité pour Crédit Mutuel Home Loan SFH, de réaliser des émissions en devises. Dans ce cas, le prêt à la BFCM est également réalisé dans la devise de l'émission.

- À ce jour, Crédit Mutuel Home Loan SFH a réalisé les émissions suivantes en devises :

Nominal Devise	Devise	Nominal CV €	Date d'émission	Date d'échéance
300 000 000	NOK	39 698 293	22/03/2012	22/03/2022
750 000 000	NOK	96 961 862	07/10/2011	07/10/2024

Ces émissions ont été reprêtées aux mêmes conditions à la BFCM.

- La société ne pourrait être exposée à un éventuel risque de change, qu'en cas de défaillance de la BFCM. Dans ce cas, la société serait amenée à exercer sa garantie et deviendrait propriétaire des crédits à l'habitat qui sont tous libellés en Euro alors qu'elle devrait faire face à des remboursements en devises. Les documents du programme d'émission obligent Crédit Mutuel Home Loan SFH à conclure des swaps



de devise spécifiques avec des contreparties devant satisfaire à des critères de rating précis pour la couverture de ce risque dès dégradation de la note de la BFCM.

- Un premier niveau de critère de rating ayant été atteint, un swap de couverture a été mis en place. BFCM disposant du niveau de rating nécessaire est contrepartie de ces swaps. En effet, BFCM bénéficie d'une notation suffisante au regard des critères d'éligibilité imposés par la documentation du programme d'émission : A (long terme) par Standard & Poor's, P-1 (court terme) et Aa3 (long terme) par Moody's et F1 (court terme) / A+ (long terme) par Fitch.  
Par ailleurs, le collatéral n'étant pas transféré, la société n'a pas besoin de ces swaps pour couvrir son risque. Ils ont par conséquent été retournés à l'identique avec BFCM.

### *Risque de marché*

Conformément à son objet social limité, Crédit Mutuel Home Loan SFH n'a aucune activité de marché autre que l'émission des « covered bonds » et le remplacement des ressources ainsi levées auprès de BFCM à des conditions identiques.

Une variation défavorable des conditions de marché n'aurait d'incidence que sur la capacité de Crédit Mutuel Home Loan SFH à lever des fonds sur le marché obligataire.

## **3. RISQUE DE LIQUIDITÉ**

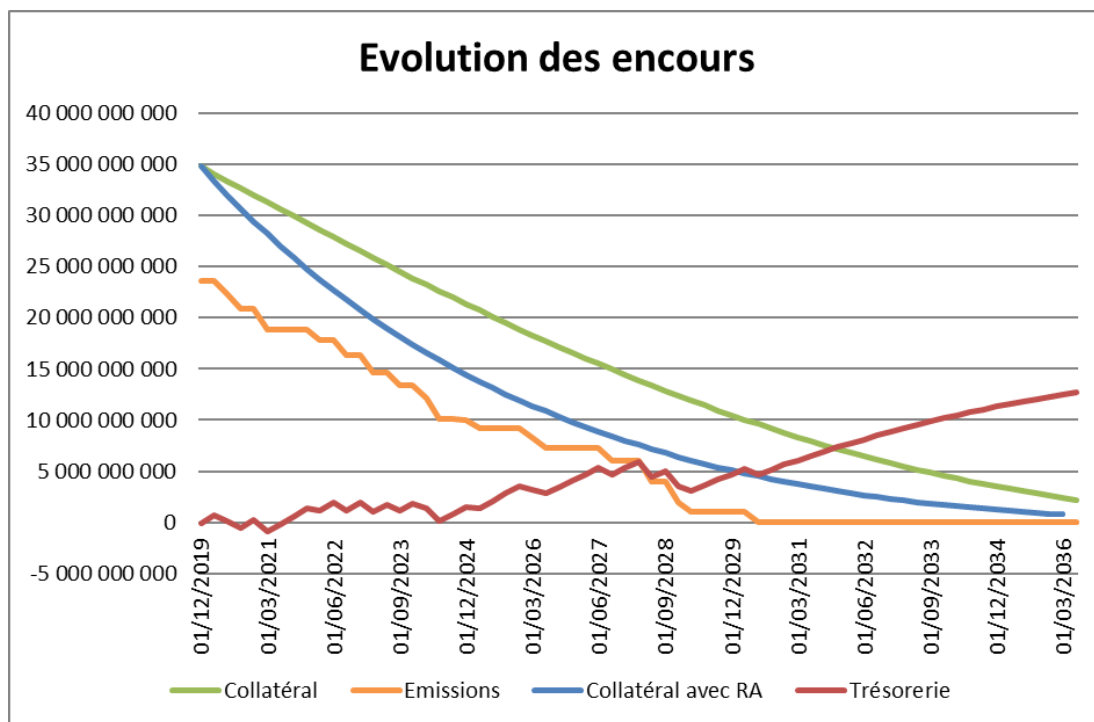
Les conditions de fonctionnement de Crédit Mutuel Home Loan SFH ne l'exposent pas à un risque de liquidité. Les emplois et les ressources sont parfaitement adossés en durée et de ce fait, Crédit Mutuel Home Loan SFH ne fait aucune transformation.

- La société ne pourrait être exposée à un éventuel risque de liquidité, qu'en cas de défaillance de la BFCM. Dans ce cas comme indiqué ci-dessus, la société serait amenée à exercer sa garantie et deviendrait de fait propriétaire des crédits à l'habitat. Les documents du programme d'émission prévoient un « *Pre-maturity Test* » pour faire face à ce risque.
- Le « *Pre-maturity Test* » prévoit, dans les 180 jours ouvrés qui précèdent l'arrivée à maturité d'une émission de Covered Bonds, l'obligation pour la BFCM de constituer un dépôt de garantie en espèces. Ce dépôt de garantie doit couvrir le remboursement du capital devant intervenir dans ce délai. Le non-respect de cette obligation constituerait un cas de défaut pour la BFCM.
- Ce « *Pre-maturity Test* » a été activé suite à la dégradation de la note à court terme de la BFCM à F1 par l'agence Fitch Ratings le 17 juillet 2013. De ce fait du collatéral a été mis en place pour le montant des émissions venant à échéance dans les 180 jours ouvrés et les fonds ainsi obtenus ont été placés en dépôt à terme sur une maturité inférieure à 30 jours. Le montant de ce collatéral est de 2 750 M€ au 31/12/2019.

Ces mécanismes sont jugés conformes aux exigences de l'art R.513-7 du Code monétaire et financier.

- En cas de défaut de BFCM, la société deviendrait propriétaire des crédits à l'habitat donnés en collatéral.

Le graphique ci-après montre le profil d'amortissement de ce portefeuille comparé à l'amortissement des émissions et le solde de trésorerie en résultant.



Cette simulation fait apparaître des faibles impasses de trésorerie ponctuelles, principalement au deuxième trimestre 2020 et au premier trimestre 2021. Cependant ce solde de trésorerie ne tient pas compte des remboursements anticipés qui permettraient de couvrir ces impasses théoriques.

- La société est soumise au ratio LCR sur base individuelle mais bénéficie d'une dérogation à l'application du plafond de 75 % sur les entrées de trésorerie, accordée par le Collège de supervision de l'ACPR dans son courrier du 01 août 2014. De ce fait, compte tenu du mode de fonctionnement de la société (émissions de titres reprêtés avec les mêmes caractéristiques à la BFCM), ce ratio est toujours respecté.

#### 4. RISQUE OPÉRATIONNEL

De par ses statuts, Crédit Mutuel Home Loan SFH ne dispose d'aucun moyen propre. Toutes les tâches sont sous-traitées à la BFCM, au CIC et à la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel en vertu de différentes conventions. L'organisation du contrôle interne de l'activité externalisée s'inscrit dans le processus défini par la Conformité Groupe.

Le dispositif de la société en matière de risques opérationnels s'insère dans le dispositif global mis en place par le Crédit Mutuel Alliance Fédérale, notamment en matière de Plan d'Urgence et de Poursuite d'Activité.

#### 5. RISQUE JURIDIQUE

Le risque juridique a été largement analysé par les agences de notation, qui ont attribué leurs meilleures notes au programme de Crédit Mutuel Home Loan SFH (AAA).

Pour réaliser son objet social, Crédit Mutuel Home Loan SFH s'est entouré de conseils juridiques externes et notamment de cabinets d'avocats.

Plus globalement, en vertu des conventions citées plus haut, Crédit Mutuel Home Loan SFH bénéficie du concours du Crédit Mutuel Alliance Fédérale pour toutes ses activités.

## IV. ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Eu égard à l'article L. 232-1 du Code de commerce, nous vous informons que la Société n'a effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

## V. CONSÉQUENCES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES ET ENGAGEMENTS EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE – DÉCLARATION DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIÈRE

L'article 225 de la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 et son décret d'application du 24 avril 2012 étendent les obligations, notamment pour les entreprises émettant des titres sur un marché réglementé, de publier dans le rapport de gestion des informations sur les « conséquences sociales et environnementales de leur activité et sur leurs engagements sociétaux en faveur du développement durable ».

Cependant, Crédit Mutuel Home Loan SFH ne dispose d'aucun salarié. De ce fait, aucune information sociale ne peut être communiquée. Par ailleurs, l'entité ne dispose pas de bâtiments en propre et n'a donc pas d'empreinte environnementale directe. L'impact environnemental et l'impact sociétal de ses activités s'inscrit dans le cadre des politiques définies par le Crédit Mutuel Alliance Fédérale et présentées dans le rapport de gestion de la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel, société mère au sens de l'article L.233-3 du code de commerce.

## VI. INFORMATIONS SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT CLIENTS ET FOURNISSEURS

Les articles L441-6-1 et D441-4 du Code de commerce prévoient pour les sociétés dont les comptes sont certifiés par un commissaire aux comptes une information spécifique relative aux délais de paiement des fournisseurs et des clients.

Nous avons considéré que le périmètre des informations communiquées relatives aux délais de paiement mentionnés à l'article D. 441-4 du Code de commerce n'intègre pas les opérations de banque et les opérations connexes.

### ➡ **Factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu**

Les sommes en question sont nulles pour Crédit Mutuel - Home Loan SFH

### ➡ **L'état des factures reçues et émises ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice (Article D.441-4 § II)**

Il n'y a pas d'opération significative en montant ayant connu des retards de paiement au cours de l'année 2019.

## VII. TABLEAU DES DIVIDENDES VERSÉS AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

Au titre de l'exercice :	2016	2017	2018
Montant en €	0,045	0,355	0,135
Dividende éligible à l'abattement prévu par l'article 158 du CGI	Oui	Oui	Oui

### ANNEXES

1. RAPPORT SUR LE CONTRÔLE INTERNE
2. TABLEAU DES RESULTATS DES 5 DERNIERS EXERCICES



# Rapport sur le contrôle interne

## Établissements de crédit, sociétés de financement et entreprises d'investissement

(Rapport établi en application des articles 258 à 266 de l'Arrêté du 03 Novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution)

Exercice 2019

Mars 2020

Le présent rapport, au titre des articles 258 à 266 de l'Arrêté du 03 Novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement, soumises au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, a été présenté au Conseil d'administration du 18/03/2020.

## 1. Présentation générale des activités exercées

Crédit Mutuel Home Loan SFH a obtenu l'agrément du CECEI lors de sa réunion du 31 mai 2007. Lors de sa réunion du 28 mars 2011, l'ACPR a autorisé la société à opter pour le statut de Société de Financement de l'Habitat (SFH).

L'unique objet social de Crédit Mutuel Home Loan SFH est de participer au dispositif de refinancement du Crédit Mutuel Alliance Fédérale, par l'émission de titres sécurisés basés sur un portefeuille de crédits à l'habitat donnés en garantie sur le fondement des articles L.211-36, II et L.211-38 à L.211-40 du code monétaire et financier.

La société dispose d'un programme EMTN International et d'un programme US144A permettant ainsi de toucher une large palette d'investisseurs internationaux.

L'activité de la société en 2019 a été strictement conforme à cet objet social, sans développement de nouvelles activités, et elle se compose des opérations suivantes :

- 4 émissions, dont deux autoportées par la BFCM, pour un montant total de 4 Mds € :

Nominal Devise	Devise	Nominal CV €	Date d'émission	Date d'échéance
1 000 000 000	EUR	1 000 000 000	30/01/2019	30/04/2024
1 000 000 000	EUR	1 000 000 000	30/01/2019	30/01/2029
1 000 000 000	EUR	1 000 000 000	10/04/2019	10/04/2030
1 000 000 000	EUR	1 000 000 000	10/04/2019	10/04/2028

- le remplacement des fonds collectés sur ces émissions à la BFCM.

Par ailleurs, les fonds propres sont déposés à la BFCM.

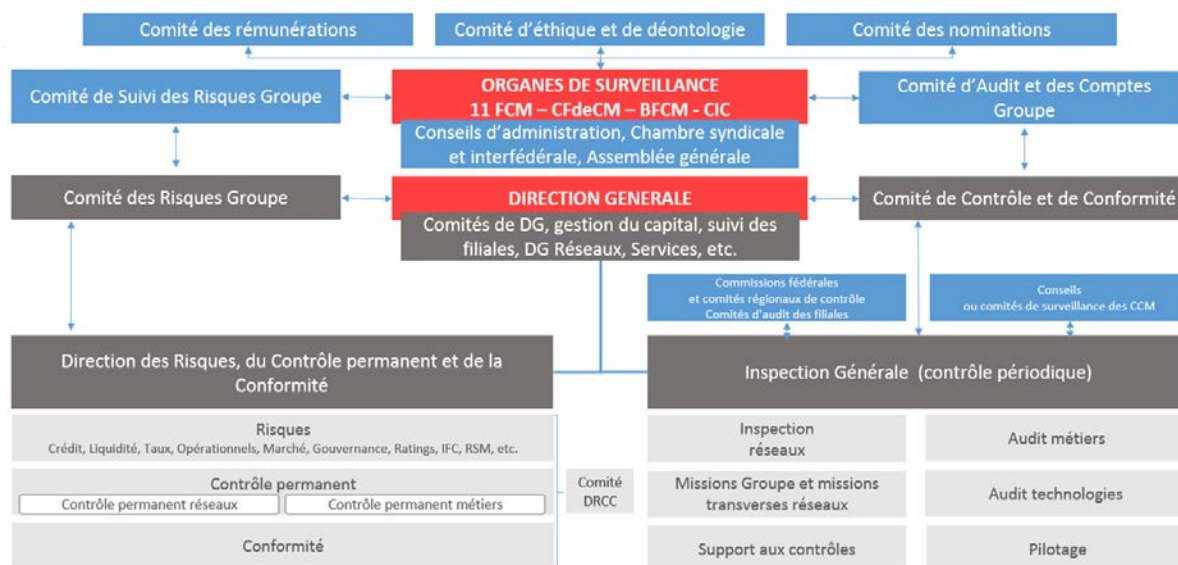
## 2. Présentation synthétique du dispositif de contrôle interne

### 2.1. L'organisation au niveau du Crédit Mutuel Alliance Fédérale

Le dispositif de contrôle interne constitue, un ensemble cohérent, adapté aux besoins et à l'organisation du Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

Afin de répondre aux exigences réglementaires et prudentielles ainsi qu'aux principes de fonctionnement que le Crédit Mutuel Alliance Fédérale s'est fixé à travers ses instances délibérantes, dans l'esprit coopératif qui a toujours guidé sa stratégie, le dispositif de contrôle interne réunit l'ensemble des fonctions du Groupe qui interviennent dans les domaines du contrôle et de la maîtrise des risques.

Organigramme du dispositif de contrôle et de maîtrise des risques du Crédit Mutuel Alliance Fédérale :



Conformément à l'arrêté du 3 novembre 2014, le dispositif comporte trois fonctions :

- le Contrôle périodique,
- le Contrôle permanent,
- la Conformité.

Les deux dernières fonctions, réunies au sein d'une Direction commune (Direction des Risques, du Contrôle permanent et de la Conformité, cf. supra), sont soumises au contrôle de la première.

L'organisation et les missions du Contrôle périodique du Crédit Mutuel Alliance Fédérale sont régies par la Décision de Caractère Général confédérale n° 1-2017 relative au dispositif d'audit interne au sein du groupe Crédit Mutuel.

L'organisation et les missions de la conformité du Crédit Mutuel Alliance Fédérale s'intègrent également dans un dispositif plus général coordonné par la CNCM au moyen de la Décision de Caractère Général n° 2-2017 relative au dispositif de conformité au sein du groupe Crédit Mutuel.

La cohérence de l'ensemble du dispositif est assurée par le Comité de Contrôle et de Conformité, présidé par un dirigeant effectif. Ce Comité rend lui-même compte au Comité d'Audit et des Comptes Groupe, représentant les organes de surveillance du Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

Pour l'exercice de leurs fonctions, les responsables des services de contrôle ont accès par principe en permanence et sans restrictions aux personnes, locaux, matériels, logiciels et informations de toute nature sur la totalité du périmètre du Crédit Mutuel Alliance Fédérale. Ils peuvent déléguer en tant que de besoin à leurs collaborateurs, dans le cadre de missions définies, tout ou partie de leurs prérogatives.

## 2.2. Le dispositif de contrôle interne de Crédit Mutuel Home Loan SFH

Le dispositif de contrôle interne de Crédit Mutuel Home Loan SFH s'inscrit dans le cadre de celui du Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

La société a mis en place un dispositif de contrôle permanent et de conformité, avec le concours du Groupe, qui tient compte de son objet social limité et de l'absence de moyens propres.

Les unités chargées de l'engagement des opérations sont séparées des unités chargées de leur validation, de leur règlement et de la surveillance des risques.

Les contrôles de premier niveau sont assurés par tous les collaborateurs agissant pour le compte de la société dans le cadre de la prise en charge des traitements comptables, administratifs, réglementaires et informatiques. Certains de ces contrôles sont intégrés en amont dans les processus informatiques (*habilitations d'accès, contrôles de limites, niveaux d'autorisation, par exemple*).

Le dispositif de contrôle mis en œuvre pour le compte de la société est également organisé sur la base des principes suivants :

- *contrôle de premier niveau* : il est assuré par toutes les équipes opérationnelles intervenant dans le fonctionnement de Crédit Mutuel Home Loan SFH, en particulier les fonctions de Gestion et de Suivi du Collatéral et de Front-Office d'une part, ainsi que les fonctions de Back-Office et de Middle Office d'autre part. Les aspects concernant la gestion de la société relèvent des équipes de la Trésorerie Groupe et les aspects liés aux traitements des opérations et au contrôle des risques sont assurés par les équipes de CIC Marchés sous la responsabilité du responsable des activités post-marchés.
- *contrôle de deuxième niveau* : une équipe en charge des activités de marchés, intervenant exclusivement en tant que contrôleur, assure le suivi des risques et des contrôles effectués. Cette équipe dépend du Contrôle Permanent Métiers.
- *contrôles de conformité* : ils sont également assurés par les équipes de CIC Marchés et au niveau de la Conformité du Groupe, en particulier pour ce qui relève de la veille réglementaire et de la déontologie.
- *contrôle périodique* : il est exercé par l'Audit Groupe, qui intervient avec une équipe spécialisée d'inspecteurs. Le contrôle périodique réseau intervient également, en particulier en ce qui concerne les dossiers de crédits à l'habitat apportés en garantie à la société.

En complément, du fait de son statut de Société de Financement de l'Habitat, un contrôleur spécifique est chargé de contrôler le respect de toutes les obligations lui incombant au titre de sa mission légale prévue par ce régime.

## 3. Gouvernance

La Direction Générale de la société informe régulièrement le Conseil d'Administration de Crédit Mutuel Home Loan SFH de l'organisation, de l'activité et des résultats du contrôle interne.

En particulier, tout incident de risque opérationnel, considéré comme significatif, comme prévu par la réglementation (cf. articles 98 et 245 de l'arrêté du 3 novembre 2014), fait l'objet d'une information selon les modalités précises et les procédures du Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

En 2019, aucun incident significatif n'a été révélé.



Crédit Mutuel Home Loan SFH ne dispose d'aucun moyen propre. Elle s'appuie intégralement sur les entités du Groupe pour l'ensemble de son fonctionnement. Cette organisation a été matérialisée par différentes conventions dont les plus importantes sont :

- une « convention d'externalisation et de mise à disposition de moyens » signée le 06/07/07 et modifiée le 10/06/2011 entre Crédit Mutuel Home Loan SFH et la BFCM, le CIC et la CFdeCM qui prévoit le secrétariat juridique et fiscal ainsi que l'ensemble des tâches permettant de répondre aux obligations contractuelles, légales et réglementaires ;
- un « administrative agreement » signé le 06/07/07 modifié le 24/07/2015 entre Crédit Mutuel Home Loan SFH et la BFCM qui prévoit les tâches nécessaires à la réalisation de l'objet social de la société et plus particulièrement les fonctions d' « Issuer calculation agent », le respect des clauses du programme d'émission, la gestion des garanties ainsi que la gestion de la trésorerie.

#### **4. Résultats des contrôles périodiques effectués au cours de l'exercice écoulé**

Le rapport de la mission de contrôle « mobilisation de créances » menée par le Contrôle Périodique Réseau a été diffusé en 2018. Il a fait l'objet d'un nouveau suivi en 2019, qui reste en cours à ce jour.

#### **5. Recensement des opérations avec les dirigeants, les membres de l'organe de surveillance et les actionnaires principaux**

Sans objet, en termes d'engagements susceptibles de faire l'objet d'une déduction des fonds propres.

#### **6. Processus d'évaluation de l'adéquation du capital interne**

- De par son objet social, les emplois de Crédit Mutuel Home Loan SFH sont strictement réglementés. Ils consistent, à l'exception du placement des fonds propres, exclusivement en des prêts collatéralisés accordés à la BFCM.
- À ce jour, le montant du portefeuille de collatéral s'élève à 35 Mds € et le montant des fonds propres est de 280 M €.
- Suite à une demande de Crédit Mutuel Home Loan SFH, le Secrétariat Général de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (SGACPR) a donné son accord le 19 juin 2014 à la société pour bénéficier d'une dérogation à l'application sur base individuelle des exigences prudentielles relatives aux ratios de solvabilité, au ratio de levier et aux grands risques ainsi qu'à l'application du plafond de 75% sur les entrées de trésorerie dans le cadre du calcul de la couverture des besoins de liquidité.

## 7. Risque de non-conformité

Cf. rapport consolidé du Crédit Mutuel Alliance Fédérale où ces risques sont traités.

## 8. Risque de crédit et de contrepartie

Du fait de son objet social limité, le risque de crédit de Crédit Mutuel Home Loan SFH est strictement encadré.

Les seuls emplois autorisés concernent :

- le remplacement des fonds collectés par les émissions de titres : ces fonds ne peuvent être prêtés qu'à la BFCM. Ce prêt est garanti par du collatéral, constitué de crédits à l'habitat accordés par le Crédit Mutuel Alliance Fédérale, sur la base des articles L.211-36, II et L.211-38 à L.211-40 du code monétaire et financier. Le montant global et le respect des critères d'éligibilité des crédits sont vérifiés tous les mois et donnent lieu à l'établissement d'un courrier d'« Asset Cover Test ».
- le remplacement des fonds propres est encadré par les limites suivantes :
  - Réglementaires : les articles L513-7 et R.513-6 fixent les qualités de crédit minimum à respecter pour ces placements.
  - Contractuels : les agences de notation ont fixé des niveaux de ratings minimum en fonction de la durée des placements.

Durée / Rating minimum	S&P	Fitch	Moody's
< 30 jours	A-1 ou A	F1 et A	P-1
De 30 jours à 60 jours	A-1	F1+ et/ou AA-	P-1
De 60 jours à 3 mois	A-1+ ou AA-	F1+ et/ou AA-	P-1
< 1 an	A-1+ ou AA-	F1+ et/ou AA-	P-1

- En cas de défaut de BFCM, la société deviendrait propriétaire des crédits à l'habitat donnés en collatéral.  
La ventilation de ce collatéral, par notation interne, témoigne de la bonne qualité de crédit de ce portefeuille et figure dans le tableau ci-après.

Cotation	Encours en M€ <sup>(1)</sup>	Pourcentage	Pourcentage cumulé
A	19 543	56%	56%
B	10 223	29%	85%
C	3 687	11%	96%
D+	882	3%	98%
D-	515	1%	100%
E+	151	0%	100%
E-	0	0%	100%
E=	0	0%	100%
F	0	0%	100%
<b>TOTAL</b>	<b>35 001</b>	<b>100%</b>	

<sup>(1)</sup> Encours au 30/11/2019 repris en engagements de garantie reçus dans les comptes de la SFH au 31/12/2019

Il n'y a aucune créance douteuse ou en impayé dans le portefeuille apporté en garantie.

La répartition de ces crédits à l'habitat par type de garantie est la suivante :

Type de garanties	Encours en M€ <sup>(1)</sup>
Garanties hypothécaires sur habitations	24 566
Cautions délivrées par un établissement de crédit	10 435
<b>TOTAL</b>	<b>35 001</b>

<sup>(1)</sup> Encours au 30/11/2019 repris en engagements de garantie reçus dans les comptes de la SFH au 31/12/2019

Les prêts garantis par une caution sont cautionnés soit par Crédit Logement, soit par Crédit Mutuel Caution Habitat (CMCH SA).

Type de caution	Encours en M€ <sup>(1)</sup>
Crédit Logement	10 197
CMCH SA	238
<b>TOTAL</b>	<b>10 435</b>

<sup>(1)</sup> Encours au 30/11/2019 repris en engagements de garantie reçus dans les comptes de la SFH au 31/12/2019

La LTV actualisée (rapport du capital restant dû sur la valeur actualisée des biens) de ces crédits est en moyenne de 63%.

## 9. Risque opérationnel

De par ses statuts, Crédit Mutuel Home Loan SFH ne dispose d'aucun moyen propre. Toutes les tâches sont sous-traitées à la BFCM, au CIC et à la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel en vertu de différentes conventions. L'organisation du contrôle interne de l'activité externalisée s'inscrit dans le processus défini par la Conformité Groupe.

Le dispositif de la société en matière de risques opérationnels s'insère dans le dispositif global mis en place par le Crédit Mutuel Alliance Fédérale, notamment en matière de Plan d'Urgence et de Poursuite d'Activité.

Le risque juridique a été largement analysé par les agences de notation, qui ont attribué leurs meilleures notes au programme de Crédit Mutuel Home Loan SFH (AAA).

Pour réaliser son objet social, Crédit Mutuel Home Loan SFH s'est entouré de conseils juridiques externes et notamment de cabinets d'avocats.

Plus globalement, en vertu des conventions citées plus haut, Crédit Mutuel Home Loan SFH bénéficie du concours du Crédit Mutuel Alliance Fédérale pour toutes ses activités.

## 10. Risque de taux

Les conditions de fonctionnement de Crédit Mutuel Home Loan SFH ne doivent pas l'exposer à un risque de taux.

- Les fonds collectés par l'émission de titres doivent être reprêtés à la BFCM avec les mêmes caractéristiques de durée et de de taux (majoré de 10% de la marge dégagée par rapport à une émission non sécurisée, avec un minimum de 2 pb. L'actif et le passif sont ainsi parfaitement adossés en durée et en taux.

- La société ne pourrait être exposée à un éventuel risque de taux, qu'en cas de défaillance de la BFCM. Dans ce cas, la société serait amenée à exercer sa garantie et deviendrait propriétaire des crédits à l'habitat.

Conformément à la mise à jour du programme d'émission de Juillet 2015 et en accord avec les agences de notation, ce risque de taux potentiel par transparence est couvert par une adéquation naturelle de l'actif et du passif ainsi que par la surcollatéralisation.

En effet, la très grande majorité (de l'ordre de 96%) du coverpool est constituée de crédits à taux fixe, et ces actifs sont adossés au passif par des émissions à taux fixes dans une proportion du même ordre. Le taux d'intérêt moyen du coverpool (2,09% au 30/11/2019) et le taux d'intérêt moyen des obligations émises (1,75% au 30/11/2019) est suivi mensuellement. Le taux de surcollatéralisation ressortant du calcul de l'Asset Cover Test négocié avec les agences de notation est en permanence supérieur à 74.9% (= Asset Percentage). La société s'engage à maintenir ce niveau de surdimensionnement pour satisfaire les objectifs de notation et les obligations réglementaires.

En complément, une analyse prospective du risque de taux potentiel par transparence a été mise en place. Elle consiste à suivre l'évolution des crédits du pool et des émissions au sein de l'outil de gestion de bilan du Groupe. La sensibilité au risque de taux (+ ou – 200 bp) de ces 2 grandes masses est mise en évidence. Cet impact reste parfaitement supportable compte tenu des fonds propres de la SFH et de la surcollatéralisation dont elle bénéficie.

## 11. Risque de change

Le programme prévoit la possibilité pour Crédit Mutuel Home Loan SFH, de réaliser des émissions en devises. Dans ce cas, le prêt à la BFCM est également réalisé dans la devise de l'émission.

- À ce jour, Crédit Mutuel Home Loan SFH a réalisé les émissions suivantes en devises :

Nominal Devise	Devise	Nominal CV €	Date d'émission	Date d'échéance
300 000 000	NOK	39 698 293	22/03/2012	22/03/2022
750 000 000	NOK	96 961 862	07/10/2011	07/10/2024

Ces émissions ont été reprêtées aux mêmes conditions à la BFCM.

- La société ne pourrait être exposée à un éventuel risque de change, qu'en cas de défaillance de la BFCM. Dans ce cas, la société serait amenée à exercer sa garantie et deviendrait propriétaire des crédits à l'habitat qui sont tous libellés en Euro alors qu'elle devrait faire face à des remboursements en devises. Les documents du programme d'émission obligent Crédit Mutuel Home Loan SFH à conclure des swaps de devise spécifiques avec des contreparties devant satisfaire à des critères de rating précis pour la couverture de ce risque dès dégradation de la note de la BFCM.
- Un premier niveau de critère de rating ayant été atteint, un swap de couverture a été mis en place. BFCM disposant du niveau de rating nécessaire est contrepartie de ces swaps. En effet, BFCM bénéficie d'une notation suffisante au regard des critères d'éligibilité imposés par la documentation du programme d'émission : A (long terme) par Standard & Poor's, P-1 (court terme) et Aa3 (long terme) par Moody's et F1 (court terme) / A+ (long terme) par Fitch. Par ailleurs, le collatéral n'étant pas transféré, la société n'a pas besoin de ces swaps pour couvrir son risque. Ils ont par conséquent été retournés à l'identique avec BFCM.

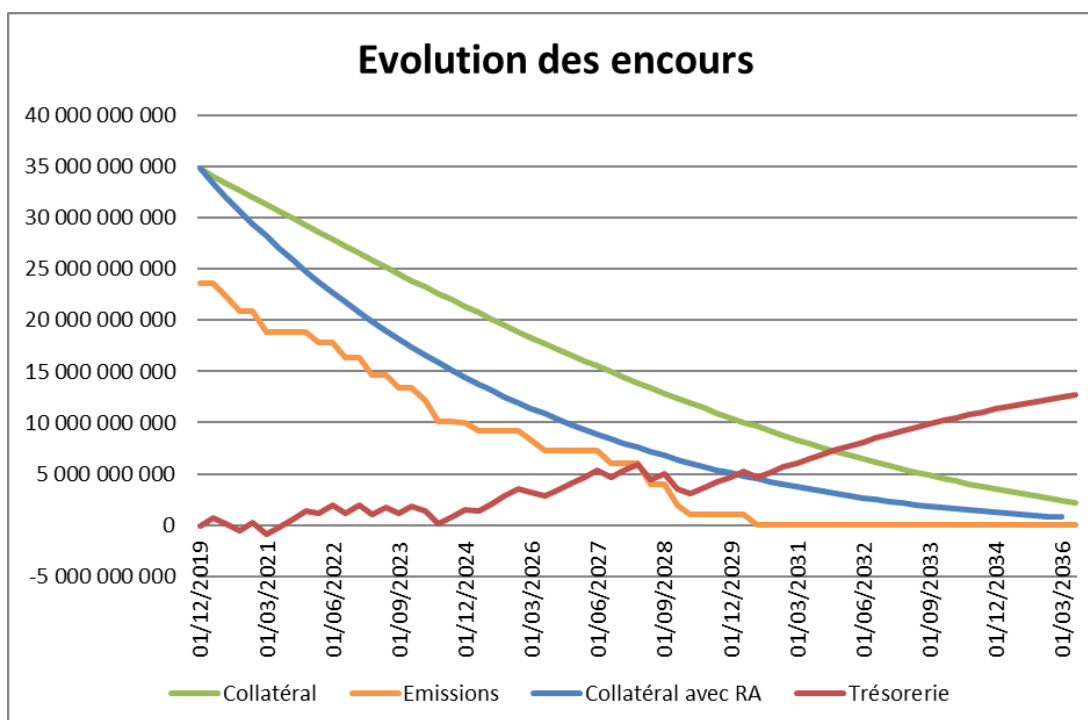
## 12. Risque de liquidité

Les conditions de fonctionnement de Crédit Mutuel Home Loan SFH ne l'exposent pas à un risque de liquidité. Les emplois et les ressources sont parfaitement adossés en durée et de ce fait, Crédit Mutuel Home Loan SFH ne fait aucune transformation.

- La société ne pourrait être exposée à un éventuel risque de liquidité, qu'en cas de défaillance de la BFCM. Dans ce cas comme indiqué ci-dessus, la société serait amenée à exercer sa garantie et deviendrait de fait propriétaire des crédits à l'habitat. Les documents du programme d'émission prévoient un « *Pre-maturity Test* » pour faire face à ce risque.
- Le « *Pre-maturity Test* » prévoit, dans les 180 jours ouvrés qui précèdent l'arrivée à maturité d'une émission de Covered Bonds, l'obligation pour la BFCM de constituer un dépôt de garantie en espèces. Ce dépôt de garantie doit couvrir le remboursement du capital devant intervenir dans ce délai. Le non-respect de cette obligation constituerait un cas de défaut pour la BFCM.
- Ce « *Pre-maturity Test* » a été activé suite à la dégradation de la note à court terme de la BFCM à F1 par l'agence Fitch Ratings le 17 juillet 2013. De ce fait du collatéral a été mis en place pour le montant des émissions venant à échéance dans les 180 jours ouvrés et les fonds ainsi obtenus ont été placés en dépôt à terme sur une maturité inférieure à 30 jours. Le montant de ce collatéral est de 2 750 M€ au 31/12/2019.

Ces mécanismes sont jugés conformes aux exigences de l'art R.513-7 du Code monétaire et financier.

- En cas de défaut de BFCM, la société deviendrait propriétaire des crédits à l'habitat donnés en collatéral.  
Le graphique ci-après montre le profil d'amortissement de ce portefeuille comparé à l'amortissement des émissions et le solde de trésorerie en résultant.



Cette simulation fait apparaître des faibles impasses de trésorerie ponctuelles, principalement au deuxième trimestre 2020 et au premier trimestre 2021. Cependant ce solde de trésorerie ne tient pas compte des remboursements anticipés qui permettraient de couvrir ces impasses théoriques.

- La société est soumise au ratio LCR sur base individuelle mais bénéficie d'une dérogation à l'application du plafond de 75 % sur les entrées de trésorerie, accordée par le Collège de supervision de l'ACPR dans son courrier du 01 août 2014. De ce fait, compte tenu du mode de fonctionnement de la société (émissions de titres reprêtés avec les mêmes caractéristiques à la BFCM), ce ratio est toujours respecté.

**Résultats financiers sur les 5 derniers exercices (en euros)**

Nature des indications	2015	2016	2017	2018	2019
<b>1.Situation financière de l'exercice</b>					
Capital social	220 000 000	220 000 000	220 000 000	220 000 000	220 000 000
Nombre total d'actions émises	22 000 000	22 000 000	22 000 000	22 000 000	22 000 000
Actions "A" ou actions ordinaires	22 000 000	22 000 000	22 000 000	22 000 000	22 000 000
<b>2.Résultat global des opérations effectives</b>					
Produits bancaires	1 634 392 074	598 229 243	517 398 483	503 697 609	446 986 428
Bénéfice avant impôts, participation des salariés, amortissements provisions et résultat exceptionnel	1 612 944	5 507 826	4 601 662	4 595 090	4 711 360
Impôt sur les bénéfices	999 273	1 886 273	1 553 602	1 529 443	1 571 428
Participation des salariés due au titre de l'exercice					
Bénéfice	613 670	3 621 553	3 048 060	3 065 647	3 139 932
Montants des bénéfices distribués	660 000	990 000	7 810 000	2 970 000	2 970 000
<b>3.Résultats des opérations réduits à une action</b>					
Résultat après impôt et participation des salariés, mais avant amortissements et provisions	0,03	0,16	0,14	0,14	0,14
Bénéfice net	0,03	0,16	0,14	0,14	0,14
Dividende versé à chaque action "A"	0,03	0,045	0,355	0,135	0,135
<b>4.Personnel</b>					
Nombre de salariés (effectif moyen ETP)	-	-	-	-	-
Montant de la masse salariale	-	-	-	-	-
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, Œuvres Sociales,...)	-	-	-	-	-

**RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE**

**I) Liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux**

Au 31 décembre 2019, le conseil d'administration de Crédit Mutuel Home Loan SFH (la « Société ») est ainsi composé de :

- M. Alexandre SAADA, Président
- M. Christian ANDER, administrateur
- M. Luc CHAMBAUD, administrateur
- M. Eric PLATIAU, administrateur indépendant
- BFCM représentée par Mme Annie GAIN, administrateur

La direction effective est ainsi composée de :

- M. Christian ANDER
- M. Denis REINSBACH

Conformément à l'article L225-37-4 du Code du commerce, la liste des mandats et fonctions exercés durant l'exercice écoulé par chacun des mandataires sociaux figure en annexe.

**II) Rémunération des mandataires sociaux**

Les mandataires sociaux de Crédit Mutuel Home Loan SFH ne reçoivent ni jetons de présence, ni rémunération d'aucune sorte au titre de leur participation au conseil d'administration de Crédit Mutuel Home Loan SFH.

Les membres du conseil d'administration sont rémunérés au titre de leur contrat de travail, et non de leur mandat social.

**III) Conventions réglementées**

Nous vous précisons qu'aucune convention entrant dans le champ d'application de l'article L 225-38 du code de commerce n'a été conclue au cours de l'exercice écoulé.

**IV) Tableau des délégations (augmentation de capital)**

Néant.



## **V) Organisation et fonctionnement du conseil d'administration**

Les règles de fonctionnement et les pouvoirs du Conseil d'administration (notamment en matière d'émissions) sont fixés par les articles 13 à 17 des statuts.

Crédit Mutuel Home Loan SFH se conforme à la réglementation en vigueur relative au gouvernement d'entreprise. Il ne se réfère pas au code Afep-Medef sur ce même sujet, inadapté à son cas pour un certain nombre de recommandations, compte tenu de la structure de l'actionnariat, composé à 100 % par la Banque Fédérative du Crédit Mutuel (+ prêt d'action).

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle les affaires qui la concernent.

Il n'y a pas de règlement intérieur formalisant les règles de fonctionnement du conseil d'administration qui est régi par les dispositions légales statutaires.

Sur le plan individuel, les administrateurs sont tenus à une obligation de réserve et une obligation de secret professionnel liées à l'objet même de la société.

Aux termes de l'article L 225-51-1 du Code de Commerce, le conseil a opté pour un régime dualiste d'exercice de la direction générale.

La Présidence du conseil est assurée par M. Alexandre SAADA à ce titre, il organise et dirige les travaux du conseil d'administration et s'assure que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Dans la détermination de la composition du conseil d'administration, il est fait application de plusieurs principes.

**1°. Incompatibilités et interdictions** : chaque administrateur signe lors de sa nomination une déclaration par laquelle il certifie ne pas tomber sous le coup des interdictions bancaires énoncées à l'article L. 500-1 du code monétaire et financier.

**2°. Limite d'âge** : La limite d'âge des membres du Conseil d'Administration est fixée à soixante-dix ans. Les fonctions en cours d'exercice à cet âge prennent fin lors de l'assemblée générale qui suit la date anniversaire. Cette disposition s'applique aux représentants permanents des personnes morales.

**3°. Cumul avec un contrat de travail** : aucun administrateur ne détient un contrat de travail avec la société et ses filiales contrôlées (à l'exception des administrateurs représentant les salariés, qui ne sont pas concernés par les règles de cumul d'un mandat d'administrateur avec un contrat de travail).

**4°. Application du principe de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du conseil d'administration** : la loi Copé – Zimmermann n° 2011-103 du 27 janvier 2011 modifiée en 2014 et en vigueur au 1er janvier 2017 s'applique à Crédit Mutuel Home Loan SFH, qui ne remplit pas les seuils rendant une représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du conseil d'administration. Au cours de l'année 2018 la société a veillé à remplacer M. Marc Bauer, représentant permanent de la BFCM, par Mme Annie GAIN.

**5°. Compétence et formation des administrateurs** : Crédit Mutuel Home Loan SFH accorde une grande importance à la compétence de ses administrateurs. Un module spécifique de formation des administrateurs a été mis en place sous l'impulsion de la commission interfédérale de formation des élus permettant de consolider les connaissances et compétences des administrateurs du Crédit Mutuel Home Loan SFH au regard des compétences réglementaires exigées depuis la transposition en France de la directive CRD IV.

Les membres des comités réglementaires disposent également de modules de formation spécifiques visant à consolider leurs compétences pour mener à bien les travaux de ces comités.

**6°. Composition du conseil d'administration et administrateurs indépendants** : Le conseil d'administration de Crédit Mutuel Home Loan SFH est composé de 5 membres – dont 1 administrateur

indépendant - nommés par l'assemblée générale pour 6 années, en application de l'article 13 des statuts. Il n'y a ni jetons de présence, ni stock-options.

#### **VI- Participation des actionnaires à l'assemblée générale**

Les règles de fonctionnement et les pouvoirs de l'assemblée générale sont fixés par les articles 24 et suivants des statuts.

Les règles de modifications des statuts sont également prévues par ces articles.

**ANNEXE MANDAT  
CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**Monsieur Alexandre SAADA**

Président du conseil d'administration

Intitulé du poste	Dénomination sociale de l'entité
Président conseil d'administration	Crédit Mutuel Home Loan SFH
Directeur général adjoint – dirigeant effectif	Banque Fédérative du Crédit Mutuel
Président du conseil d'administration	CIC Ouest
Membre du conseil de surveillance	Targobank AG
Membre du conseil de surveillance	Tardgodeutschland GmbH
Représentant permanent de Marsovalor, membre du conseil d'administration	Crédit Mutuel Investment Managers
Représentant permanent de la BFCM, membre du conseil d'administraton	Banque de Tunisie
Censeur	Cofidis SA
Censeur	Cofidis Participations
Représentant permanent de la BFCM, membre du conseil d'administration	Opuntia (LUXE TV) SA

**Monsieur Christian ANDER**

Administrateur

Intitulé du poste	Dénomination sociale de l'entité et Pays
Directeur général et membre du conseil d'administration	Crédit Mutuel Home Loan SFH
Président du conseil de surveillance	Crédit Mutuel Caution Habitat
Membre du conseil de surveillance	CIC Iberbanco
Représentant permanent de SOFINACTION, membre du conseil d'administration	Crédit Mutuel Leasing

**Madame Annie GAIN, représentant la BFCM**

Administrateur

Intitulé du poste	Dénomination sociale de l'entité et Pays
Membre du conseil d'administration	Crédit Mutuel Home Loan SFH
Présidente du conseil d'administration	LYF
Vice-présidente du conseil d'administration	Banque du Groupe Casino
Membre du conseil de surveillance	Cofidis Participations
Membre du conseil de surveillance	Cofidis France
Membre du conseil de surveillance	TARGOBANK AG
Membre du conseil de surveillance	TARGO Deutschland GmbH
Présidente	Devest 6
Membre du conseil d'administration	Monetico International

**Monsieur Luc CHAMBAUD**

Administrateur

Intitulé du poste	Dénomination sociale de l'entité et Pays
Administrateur	Crédit Mutuel Home LOAN SFH
Directeur Général	CAISSE REGIONALE DU CREDIT MUTUEL DE NORMANDIE
Directeur Général	FEDERATION DU CREDIT MUTUEL DE NORMANDIE
Membre du conseil de surveillance	EURO INFORMATION PRODUCTION – GROUPEMENT INFORMATIQUE CM-CIC EIP (ex GTOCM)
Représentant permanent de la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Normandie Membre du Conseil de Direction	EURO – INFORMATION SAS

Représentant permanent de la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Normandie Membre du Conseil de surveillance	Groupe des Assurances du Crédit Mutuel
Représentant permanent de la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Normandie Membre du Conseil de Direction	EURO TVS
Membre du Conseil de Surveillance	Centre de Conseil et de Service -CCS
Censeur	CIC
Membre du conseil d'administration	Partelios Investissement

**Monsieur Eric PLATIAU**

Administrateur

Intitulé du poste	Dénomination sociale de l'entité et Pays
Membre du conseil d'administration	Crédit Mutuel Home Loan SFH
Directeur des Moyens	ONEY BANK
Membre du conseil de surveillance	ONEY BANK succursale en Pologne

**Monsieur Denis REINSBACH**

Dirigeant effectif

Intitulé du poste	Dénomination sociale de l'entité et Pays
Dirigeant effectif Directeur administratif	Crédit Mutuel Home Loan SFH

# **CREDIT MUTUEL HOME LOAN SFH**

## **Comptes sociaux**

**au 31 DECEMBRE 2019**

- Bilan
- Compte de résultat
- Annexes

## COMPTES SOCIAUX

### BILAN

<b>ACTIF</b> en milliers d'euros	<b>Notes</b>	<b>2019</b> 31 décembre
Caisse, Banques centrales		
Effets publics et assimilés		
Créances sur les établissements de crédit	2	26 874 487
Opérations avec la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Opérations de crédit-bail et assimilées		
Immobilisations incorporelles		
Immobilisations corporelles		
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Autres actifs	3	2 107
Comptes de régularisation	4	75 766
<b>Total de l'actif</b>		<b>26 952 360</b>
<b>Hors-bilan</b>		<b>2019</b> 31 décembre
<b>Engagements reçus</b>		
<b>Engagements de financement</b>		
Engagements reçus d'établissements de crédit		
<b>Engagements de garantie</b>		
Engagements reçus d'établissements de crédit	10	35 001 022
<b>Engagements sur titres</b>		
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus		

## BILAN

<b>PASSIF</b> <b>en milliers d'euros</b>	<b>Notes</b>	<b>2019</b> <b>31 décembre</b>
Banques centrales		
Dettes envers les établissements de crédit		
Opérations avec la clientèle		
Dettes représentées par un titre	5	23 841 336
Autres passifs	3	2 750 044
Comptes de régularisation	4	75 890
Provisions		
Dettes subordonnées	6	60 141
Fonds pour risques bancaires généraux		
Capitaux propres	7	224 949
- Capital souscrit		220 000
- Primes d'émission		
- Réserves		1 765
- Ecart de réévaluation		
- Provisions réglementées		
- Report à nouveau		44
- Résultat de l'exercice		3 140
<b>Total du passif</b>		<b>26 952 360</b>

### Hors-bilan

**2019**  
**31 décembre**

#### Engagements donnés

##### Engagements de financement

Engagements en faveur d'établissements de crédit

Engagements en faveur de la clientèle

##### Engagements de garantie

Engagements d'ordre d'établissements de crédit

Engagements d'ordre de la clientèle

##### Engagements sur titres

Titres acquis avec faculté de reprise

Autres engagements donnés



## COMPTE DE RESULTAT

en milliers d'euros	Notes	2019 31 décembre
+ Intérêts et produits assimilés	14	446 986
+ Intérêts et charges assimilées	14	(441 283)
+ Revenus des titres à revenu variable		
+ Commissions (produits)		
+ Commissions (charges)		
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		12
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		
+ Autres produits d'exploitation bancaire		
+ Autres charges d'exploitation bancaire		
<b>= Produit Net Bancaire</b>		<b>5 715</b>
+ Charges de personnel		
+ Autres charges administratives		(1 004)
+ Dotations aux amortissements		
<b>= Charges de fonctionnement</b>		<b>(1 004)</b>
<b>= Résultat Brut d'Exploitation</b>		<b>4 711</b>
+ Coût du risque		
<b>= Résultat d'Exploitation</b>		<b>4 711</b>
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés		4 711
<b>= Résultat Courant</b>		
+/- Résultat exceptionnel		
+ Impôts sur les bénéfices	15	(1 571)
+/- Dotations/reprises de FRBG		
+/- Dotations/reprises aux provisions réglementées		
<b>= Résultat Net</b>		<b>3 140</b>

## INFORMATIONS SUR LES POSTES DE BILAN, DU HORS-BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT

Les notes de l'annexe sont présentées en millions d'euros.

### Faits marquants de l'exercice

Au cours de l'exercice 2019, la société CREDIT MUTUEL HOME LOAN SFH a procédé à l'émission d'EMTN obligataires pour 4,0 milliards d'euros.

Compte tenu des lignes arrivées à échéance, le total des émissions inscrites au bilan s'élève à 23,6 milliards d'euros au 31 décembre 2019.

La société CREDIT MUTUEL HOME LOAN SFH est une filiale à 99,99% de la Banque Fédérative du Crédit Mutuel.

### NOTE 1 : Principes comptables, méthodes d'évaluation et de présentation

Les comptes sociaux sont établis conformément au règlement ANC 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire et inclus dans le recueil des normes comptables françaises du secteur bancaire.

#### Crédits

Les crédits sont inscrits au bilan pour leur valeur nominale.

#### Actifs et passifs libellés en devises

Les actifs et passifs libellés dans une devise autre que la devise locale sont convertis au taux de change officiel à la date d'arrêté. Les gains ou pertes de change latents résultant de ces conversions sont comptabilisés dans le compte de résultat avec les différences de change réalisées ou subies sur les transactions de l'exercice.

#### Intérêts et commissions

Les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat prorata temporis. Les commissions sont enregistrées selon le critère de l'encaissement à l'exception des commissions relatives aux opérations financières qui sont enregistrées dès la clôture de l'émission ou dès leur facturation.

### NOTE 2 - Créances sur les établissements de crédit

	31 décembre 2019		31 décembre 2018	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes ordinaires	278,1		279,3	
Prêts, valeurs reçues en pension (*)		26 306,4		26 955,5
Titres reçus en pension livrée				
Créances rattachées		290,0		288,9
Créances douteuses				
Dépréciations				
<b>Total</b>	<b>278,1</b>	<b>26 596,4</b>	<b>279,3</b>	<b>27 244,4</b>
<b>Total des créances sur les établissements de crédit</b>		<b>26 874,5</b>		<b>27 523,7</b>
dont prêts participatifs				
dont prêts subordonnés				

(\*) Les prêts accordés ont uniquement comme contrepartie la BFCM

### NOTE 3 - Autres actifs et passifs

	31 décembre 2019		31 décembre 2018	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Primes sur options				
Dépôts de garanties	1,5	2 750,0	1,2	3 700,0
Comptes de règlement d'opérations sur titres				
Dettes représentatives des titres empruntés				
Impôts différés				
Débiteurs et créditeurs divers	0,6		0,5	0,2
Créances et dettes rattachées				
Dépréciations				
<b>Total</b>	<b>2,1</b>	<b>2 750,0</b>	<b>1,7</b>	<b>3 700,2</b>

### NOTE 4 - Comptes de régularisation

	31 décembre 2019		31 décembre 2018	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes d'encaissement				
Comptes d'ajustements devises et hors-bilan	2,0	2,1	5,3	5,3
Autres comptes de régularisation	73,8	74,0	74,3	74,6
<b>Total</b>	<b>75,8</b>	<b>76,1</b>	<b>79,6</b>	<b>79,9</b>

Les comptes de régularisation Passif correspondent essentiellement aux primes d'émissions des EMTN.

Les comptes de régularisation Actif sont le reflet au niveau des prêts des comptes de régularisation Passif.

## NOTE 5 - Dettes représentées par un titre

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Bons de caisse		
Titres du marché interbancaire & titres de créance négociables		
Emprunts obligataires	23 556,4	23 255,5
Autres dettes représentées par un titre		
Dettes rattachées	284,9	284,6
<b>Total</b>	<b>23 841,3</b>	<b>23 540,1</b>

Les emprunts sont en EUR et NOK

## NOTE 6 - Dettes subordonnées

	31 décembre 2018	Emissions	Rembour- sements	Autres variations	31 décembre 2019
Dettes subordonnées					
Emprunts participatifs					
Dettes subordonnées à durée indéterminée	60,0				60,0
Dettes rattachées	0,0				0,1
<b>Total</b>	<b>60,0</b>				<b>60,1</b>

Principales dettes subordonnées :

	ENCOURS	TAUX D' INTERET	ECHEANCE
EMPRUNT SUBORDONNE A DUREE INDETERMINEE 2007	60,0	Euribor 3 mois + 0,66	**
<b>TOTAL</b>	<b>60,0</b>		

Il s'agit d'un emprunt subordonné à « durée indéterminée » en euros avec possibilité de Remboursement Anticipé (sans conditions de paiement) à chaque date de paiement d'intérêt sous réserve d'accord de l'ACPR.

## NOTE 7 - Capitaux propres et FRBG

	Capital	Primes	Réserves	Report à nouveau	Résultat exercice	Total	FRBG
<b>Solde au 1.1.2018</b>	<b>220,0</b>		<b>1,5</b>	<b>5,1</b>	<b>3,0</b>	<b>229,5</b>	
Résultat de l'exercice					3,1	3,1	
Affectation du résultat de l'exercice précédent			0,1	2,8	(3,0)		
Distribution de dividendes				(7,8)		(7,8)	
Augmentation de capital							
Incidence des réévaluations							
Autres variations							
Incidence de la fusion							
<b>Solde au 31.12.2018</b>	<b>220,0</b>		<b>1,6</b>	<b>0,1</b>	<b>3,1</b>	<b>224,8</b>	
<b>Solde au 1.1.2019</b>	<b>220,0</b>		<b>1,6</b>	<b>0,1</b>	<b>3,1</b>	<b>224,8</b>	
Résultat de l'exercice					3,1	3,1	
Affectation du résultat de l'exercice précédent			0,2	2,8	(3,1)	(0,1)	
Distribution de dividendes				(2,9)		(2,9)	
Augmentation de capital							
Incidence des réévaluations							
Autres variations							
Incidence de la fusion							
<b>Solde au 31.12.2019</b>	<b>220,0</b>		<b>1,8</b>		<b>3,1</b>	<b>224,9</b>	

Le capital est constitué au 31 décembre 2019 de 22 000 000 actions d'une valeur nominale de 10 euros,

La BFCM détient 99,99 % du capital de CREDIT MUTUEL HOME LOAN SFH au 31 décembre 2019.

A ce titre, elle est consolidée par intégration globale dans les comptes consolidés du Crédit Mutuel Alliance Fédérale ainsi qu'au niveau de la consolidation nationale du Crédit Mutuel.

Il est proposé à l'Assemblée Générale d'affecter la somme de 3 183 513,82€ provenant du résultat 2019 pour 3 139 931,53 € et du report à nouveau pour 43 582,29,€ de la façon suivante:

Dotations à la réserve légale	156 996,58 €
Dividendes	2 970 000,00 €
Report à nouveau	56 517,24 €
	<b>3 183 513,82 €</b>

## NOTE 8 - Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle

	< 3 mois et à vue	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	A durée indéter- minée	Créances dettes rattachées	Total au 31 décembre 2019
<b>ACTIFS</b>							
Créances sur les établissements de crédit	3 027,5	2 777,2	11 021,1	10 048,7			26 874,5
Créances sur la clientèle							
Obligations et autres titres à revenu fixe							
<b>PASSIFS</b>							
Dettes envers les établissements de crédit							
Comptes créditeurs de la clientèle							
Dettes représentées par un titre							
- Bons de caisse							
- Titres du marché interbancaire et TCN							
- Emprunts obligataires		2 776,5	11 018,8	10 046,1			23 841,3
- Autres							
Dettes subordonnées					60,0	0,1	60,1

## NOTE 9 - Contrevaieur en euros des actifs & passifs en devises

La contre valeur en euro des actifs et passifs libellés en devises est respectivement au 31 décembre 2019 de -110,5 millions d'euros et 110,5 millions d'euros

## NOTE 10 - Engagements de garantie

Les prêts accordés par CREDIT MUTUEL HOME LOAN SFH à la BFCM sont garantis par des crédits à l'habitat éligibles en provenance du réseau des agences du Crédit Mutuel Alliance Fédérale, selon l'article 431-7 du Code Monétaire.

Au 31 décembre 2019, le montant de cette garantie s'élève à 35 001,0 millions d'euros contre 31 001,0 millions d'euros au 31 décembre 2018.

## NOTE 11 - Engagements sur instruments financiers à terme

Opérations sur instruments financiers à terme (selon la notion d'opérations de couverture micro/macro et opérations de gestion position ouverte/gestion spécialisée sur les opérations fermes et conditionnelles).

	31.12.2019		31.12.2018		
	Couverture	Opérations de gestion	Total	Couverture	Total
<b>Opérations fermes</b>					
<i>Marchés de gré à gré</i>					
Accords de taux futurs					
Swaps de taux					
Swaps financiers					
Autres opérations					
Swaps - autres					
<b>Opérations conditionnelles</b>					
<i>Marchés de gré à gré</i>					
Contrats de taux plafonds et planchers					
Achetées					
Vendues					
Options de taux, change, actions et autres					
Achetées					
Vendues					
<b>Total</b>				<b>4 000,0</b>	<b>4 000,0</b>

## Ventilation des contrats d'instruments de taux d'intérêt de gré à gré par type de portefeuille

	Position ouverte isolée	Micro couverture	Risque global tx d'intérêt	Gestion spécialisée	Total
<b>31.12.2019</b>					
<b>Opérations fermes</b>					
Achats					
Ventes					
Contrats d'échange					
<b>Opérations conditionnelles</b>					
Achats					
Ventes					
<b>31.12.2018</b>					
<b>Opérations fermes</b>					
Achats					
Ventes					
Contrats d'échange					
		4 000,0			4 000,0
<b>Opérations conditionnelles</b>					
Achats					
Ventes					

## NOTE 12 - Instruments financiers à terme - Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie attaché aux instruments financiers à terme est estimé selon la méthodologie retenue pour le calcul des ratios prudentiels

Risques de crédit sur instruments financiers à terme	31.12.2019	31.12.2018
<b>EXPOSITION BRUTE</b>		
Risques sur les établissements de crédit	12,2	16,4
Risques sur les entreprises		
<b>TOTAL</b>	<b>12,2</b>	<b>16,4</b>

Juste valeur des instruments financiers à terme	31.12.2019		31.12.2018	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Juste valeur des instruments financiers à terme	19,5	19,5	25,4	25,4

## NOTE 13- Autres engagements hors-bilan

	31.12.2019	31.12.2018
<b>Opérations en devises</b>		
- Monnaies à recevoir		
- Monnaies à livrer		
<b>Engagements sur instruments financiers à terme</b>		
<b>Opérations effectuées sur marchés organisés et assimilés</b>		
- Opérations de change à terme		
. De couverture		
. Autres opérations		
- Swaps de change financiers		
. Position ouverte isolée		
. Micro-couverture	243,1	242,2
. Risque global de taux		
. Gestion spécialisée		

## NOTE 14 - Produits et charges sur intérêts

	31 décembre 2019		31 décembre 2018	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	442,0	(13,2)	498,5	31,0
Clientèle				
Crédit-bail et location simple				
Obligations et autres titres à revenu fixe				467,3
Autres	5,0	(428,1)	5,2	
<b>Total</b>	<b>447,0</b>	<b>(441,3)</b>	<b>503,7</b>	<b>498,3</b>
dont charges sur dettes subordonnées				

## NOTE 15- Impôt sur les sociétés

	31 décembre 2019	31 décembre 2018
Impôt courant - Montant au titre de l'exercice	1,6	1,5
Impôt courant - Régularisation sur exercices antérieurs		
Impôt courant - Effet de l'intégration fiscale		
<b>Total</b>	<b>1,6</b>	<b>1,5</b>
Sur activités courantes	1,6	1,5
Sur éléments exceptionnels		
<b>Total</b>	<b>1,6</b>	<b>1,5</b>

Avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel a exercé l'option pour « l'intégration fiscale mutualiste » conformément aux dispositions de l'article 223 A, 5<sup>ème</sup> alinéa du Code Général des Impôts.

Le mécanisme de l'intégration fiscale permet de payer l'impôt sur les sociétés sur un résultat global obtenu en faisant la somme algébrique des résultats positifs et négatifs des différentes entités du groupe. Au titre de l'exercice 2019, le groupe d'intégration fiscale de la CFdeCM est constitué de 1 386 sociétés à savoir :

- la CFdeCM elle-même, société « tête d'intégration »,
- 1 350 Caisses de Crédit Mutuel et 10 Caisses Régionales de Crédit Mutuel rattachées aux Fédérations adhérentes à Crédit Mutuel Alliance Fédérale, obligatoirement membres de cette intégration fiscale,
- la Banque Fédérative du Crédit Mutuel et 24 de ses filiales qui ont exercé l'option pour y participer.

Par convention, chaque membre de l'intégration fiscale est tenu de verser à la CFdeCM, à titre de contribution au paiement de l'impôt sur les sociétés du groupe et quel que soit le montant effectif dudit impôt, une somme égale à l'impôt qui aurait grevé son résultat si le membre était imposable distinctement, déduction faite par conséquent de l'ensemble des droits à imputation dont les membres auraient bénéficié en l'absence d'intégration.

L'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice et les contributions additionnelles sont déterminés selon la réglementation fiscale applicable. Les crédits d'impôt attachés aux revenus de valeurs mobilières ne sont pas comptabilisés. Leur imputation est faite directement en déduction de la charge d'impôt

La rubrique « Impôts sur les bénéfices » comprend :

- Le montant d'impôt sur les sociétés et de la contribution additionnelle calculé comme si la société était imposée séparément,
- Les éventuelles régularisations (rappels ou dégrèvements d'impôt) afférentes aux exercices antérieurs,
- La charge ou le produit d'impôt afférent aux crédits d'impôt sur prêts à taux zéro et prêts assimilés.

Différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt pour le paiement duquel le membre est solidaire : NEANT.

Différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt que le membre aurait supporté en l'absence d'intégration fiscale : NEANT.

Déficits reportables :

- Le groupe d'intégration fiscale de la CFdeCM n'a pas de déficits fiscaux reportables,
- Certains membres du groupe (dont la CFdeCM) ont des déficits fiscaux reportables propres, antérieurs à leur entrée dans le groupe d'intégration fiscale.

#### NOTE 16 - Honoraires des commissaires aux comptes de l'exercice 2019

	PricewaterhouseCoopers Audit	ERNST & YOUNG et Autres
(en milliers d'euros HT)		
Certification des comptes individuels et examen limité	17	15
Services autres que la certification des comptes (1)	12	12

(1) Les prestations fournies couvrent les SACC fournis à la demande de l'entité, correspondant aux lettres de confort dans le cadre d'opérations de marché de Crédit Mutuel Home Loan SFH.

#### NOTE 17 - Evénements post-clôture

Un événement important postérieur au 31 décembre 2019 est la situation de crise exceptionnelle et inédite provoquée par la pandémie due au virus COVID-19. Dans ce cadre, les priorités de Crédit Mutuel Alliance Fédérale sont de protéger l'ensemble des collaborateurs ainsi que leurs proches, et d'apporter un soutien de proximité aux clients et sociétaires.

Ainsi, en mesure de soutien immédiat à l'économie, les crédits amortissables à moyen et long terme aux entreprises, professionnels et agriculteurs accordés par le Crédit Mutuel Alliance Fédérale peuvent faire l'objet d'une suspension des échéances sans frais et sans conditions jusqu'à fin septembre 2020. Le Crédit Mutuel Alliance Fédérale mettra également en œuvre dans les meilleurs délais les dispositifs d'accompagnement des pouvoirs publics à sa clientèle

Sur cette base, le Comité de crise de Crédit Mutuel Alliance Fédérale prend toutes les mesures nécessaires, en relation étroite avec les responsables et les cellules de crise de toutes les entités et les autorités publiques et sanitaires.

Pour assurer la priorité de continuité des activités essentielles du Crédit Mutuel Alliance Fédérale, les méthodes de travail ont été adaptées notamment :

- déploiement des Plans d'Urgence et de Poursuite des Activités (PUPA) dans les différentes activités ;
- mise en œuvre du télétravail, lorsque cela est possible avec un renforcement des équipements et des infrastructures de connexion à distance.

Le caractère récent et inédit de cette crise rend impossible toute estimation de ses conséquences sur l'activité, la situation financière, les résultats et l'évolution des risques de l'exercice 2020

## TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE

En milliers d'euros	12.2019	12.2018
Résultat net	3 140	3 066
Impôt	1 572	1 529
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>4 712</b>	<b>4 595</b>
+/- Dotations nettes aux amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles		
- Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
+/- Dotations nettes aux provisions		
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		
+/- Perte nette/gain net des activités d'investissement		
+/- /charges des activités de financement		
+/- Autres mouvements	-5 001	11 283
<b>= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements</b>	<b>-5 001</b>	<b>11 283</b>
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	649 096	-4 983 842
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle		
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-945 344	3 405 048
- Impôts versés	-1 671	-1 039
<b>= Diminution/ nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>-297 919</b>	<b>-1 539 833</b>
<b>TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE</b>	<b>-298 208</b>	<b>-1 523 955</b>
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations		
+/- Flux liés aux immeubles de placement		
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		
<b>TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>		
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-2 970	-7 810
+/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	300 000	1 526 811
<b>TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>297 030</b>	<b>1 519 001</b>
<b>EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE ET ASSIMILEE</b>		
<b>Augmentation/ nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>-1 178</b>	<b>-4 954</b>
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	-298 208	-1 523 955
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	297 030	1 519 001
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie		
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	<b><u>279 301</u></b>	<b><u>284 255</u></b>
Caisse, banques centrales, CCP		
Comptes et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	279 301	284 255
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b><u>278 123</u></b>	<b><u>279 301</u></b>
Caisse, banques centrales, CCP		
Comptes et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	278 123	279 301
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE</b>	<b>-1 178</b>	<b>-4 954</b>

Crédit Mutuel Home Loan SFH  
(Anciennement Crédit Mutuel-CIC Home Loan SFH)  
Exercice clos le 31 décembre 2019

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels



PricewaterhouseCoopers Audit  
63, rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine cedex  
S.A.S. au capital de € 2 510 460  
672 006 483 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres  
Tour First  
TSA 14444  
92037 Paris-La Défense cedex  
S.A.S. à capital variable  
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## Crédit Mutuel Home Loan SFH (Anciennement Crédit Mutuel-CIC Home Loan SFH) Exercice clos le 31 décembre 2019

### Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de la société Crédit Mutuel Home Loan SFH,

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Crédit Mutuel Home Loan SFH relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 18 mars 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit.

#### Fondement de l'opinion

##### ■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

## ■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### ■ Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 18 mars 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

### ■ Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

## Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

### ■ Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Crédit Mutuel Home Loan SFH par votre assemblée générale du 16 avril 2007.

Au 31 décembre 2019, nos cabinets étaient dans la treizième année de leur mission sans interruption.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

### ■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

#### ■ Rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit

Nous remettons au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

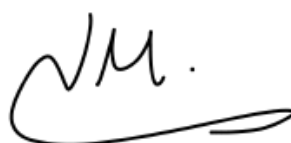
Nous fournissons également au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 30 mars 2020

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

ERNST & YOUNG et Autres

 2020.03.30  
19:01:02  
+02'00'



Nicolas Montillot

Hassan Baaj

Crédit Mutuel Home Loan SFH  
(Anciennement Crédit Mutuel-CIC Home Loan SFH)  
Assemblée générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2019

Rapport spécial des commissaires aux comptes  
sur les conventions réglementées

PricewaterhouseCoopers Audit  
63, rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine cedex  
S.A.S. au capital de € 2 510 460  
672 006 483 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres  
Tour First  
TSA 14444  
92037 Paris-La Défense cedex  
S.A.S. à capital variable  
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## Crédit Mutuel Home Loan SFH (Anciennement Crédit Mutuel-CIC Home Loan SFH) Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019

### Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

A l'Assemblée Générale de la société Crédit Mutuel Home Loan SFH,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

### Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce.


## Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 30 mars 2020

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

 2020.03.30  
19:01:02  
+02'00'

Nicolas Montillot

ERNST & YOUNG et Autres



Hassan Baaj



**TEXTE DES RÉSOLUTIONS PROPOSÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
ORDINAIRE ANNUELLE DU 20 MAI 2020**

**PREMIERE RESOLUTION**

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées ordinaires et après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du conseil d'administration, du rapport sur le gouvernement d'entreprise et des rapports des commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels concernant l'exercice clos le 31 décembre 2019 tels qu'ils lui ont été présentés par le conseil d'administration et qui font apparaître un bénéfice de 3 139 931,53 €.

Elle approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

En conséquence, elle donne aux administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

**DEUXIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale décide d'affecter le bénéfice net de l'exercice, s'élevant à 3 139 931,53 €, majoré du report à nouveau antérieur s'élevant à 43 582,29 €, soit un montant distribuable de 3 183 513,82 €, de la manière suivante :

- Dotation à la réserve légale 156 996,58 €
- Distribution de dividendes 2 970 000,00 €

*Soit un dividende de 0,135 € par action*

- Le solde au report à nouveau 56 517,24 €

Conformément aux dispositions légales en vigueur, nous vous rappelons que les sommes distribuées à titre de dividende, au titre des précédents exercices, ont été les suivantes :

Exercice	2016	2017	2018
Dividende distribué	0.045 € par action	0.355 € par action	0,135 € par action

**TROISIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées ordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et après avoir entendu la lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L 225-38 du code de commerce, approuve les conclusions dudit rapport.